



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

02 Septembre 2022 N° 296

Prix: 15 gourdes

EDITORIAL

EXPROPRIONS LES CLASSES RICHES !



Insécurité, chômage, misère : depuis l'indépendance, les masses exploitées n'ont jamais connu mieux sous la direction des classes dominantes. Pire encore, 218 ans après, la cupidité, l'irresponsabilité de la bourgeoisie et de ses laquais propulsent tout le pays dans l'horreur des gangs armés comme forme de domination et d'exploitation des masses populaires. Depuis belle lurette, ceux qui dominent la société ont mille fois démontré qu'ils n'ont plus la légitimité d'être au contrôle de l'économie. À la classe ouvrière et aux masses populaires de s'organiser pour leur botter le cul.

Avec comme toile de fond, une insécurité aux multiples facettes, alimentée par les gangs armés, la classe ouvrière et les masses populaires subissent de plein fouet les affres des classes dominantes depuis de nombreux mois. Ayant acquis par la violence et par la ruse les moyens de production du pays, les classes riches se sont hissées en haut de la société et la fait fonctionner à leur seul profit.

Aux problèmes de chômage croissant qui menacent l'existence de la majorité de la population, les patrons répondent en licenciant encore plus. Le secteur de la sous-traitance qui comptait environ 60.000 emplois dans les années 1990 est aux bords de la faillite. Les patrons exportent leurs capitaux vers d'autres cieux jugés plus sûrs, vers d'autres activités jugées plus rentables. Sans aucune indemnité de licenciement, les ouvriers sont jetés sur le pavé. Privés de la vente leur force de travail pour vivre, ils sont condamnés à la déchéance.

Face aux problèmes de la cherté de la vie, les grands commerçants organisent le marché noir. Les prix des produits de grande consommation flambent sans cesse. Manger à sa faim devient la chose la plus difficile pour une famille de classe pauvre voire de classe moyenne. « Qu'ils crèvent, il suffit que nos comptes en banque soient bien alimentés », se disent les importateurs et autres trafiquants !

Le prix du dollar s'envole. Le secteur bancaire s'approprie le peu qui existe pour le revendre en catimini dans l'informel.

Les prix des produits pétroliers grimpent sur le marché international. Leurs importateurs et distributeurs s'activent. Dans un tohu-bohu indescriptible, ils vendent au marché noir 3 fois plus cher le peu qu'ils arrivent à faire rentrer. Peu leur importe que cette pratique mette en péril la vie de milliers de gens des classes populaires qui stockent ces produits dans leur environnement, ou que les prix des transports grimpent et deviennent hors de portée de la population.

Les kidnappings se multiplient, les meurtres et les massacres sont monnaie courante dans les quartiers populaires. Les riches se déplacent en voitures blindées et s'entourent de hordes d'agents de sécurité, tout en continuant de financer, d'armer les gangs criminels contre la population.

La main-basse de ces parasites sur la production, sur les richesses produites par les travailleurs, conduisent à la barbarie, la déchéance de notre classe ouvrière. Chasser ces parasites est une urgence.

Seule la révolution menée par les travailleurs aux côtés des paysans pauvres et des autres couches des masses exploitées mettra fin au règne des capitalistes et des grandons. La socialisation des moyens de production, en est la condition indispensable. Il en va de la survie de la grande majorité de la population. Jeunes travailleurs, jeunes intellectuels, militants qui se reconnaissent dans ce combat, attelons-nous à mettre sur pied ce parti des travailleurs révolutionnaires qui organisera, guidera les masses exploitées vers la victoire. ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Exproprions les classes riches !

Leur société

- ⇒ Page 2
 - « Nous n'en pouvons plus » Manifestations de colère à travers le pays.
 - La Police Nationale d'Haïti : le gang armé officiel des classes riches
 - Laboule 12: Conflit pour titre de propriété entre deux gangs
- ⇒ Page 3
 - Le déchouquage des bandes armées sera l'œuvre des classes populaires
 - Vie chère : quand la faim hante les foyers
 - Cap-Haïtien : Leurs réalités et les nôtres !

Dans les entreprises

- ⇒ Page 4
 - La sous-traitance : un secteur en voie de disparition ?

Dans l'international

- République dominicaine L'extrême droite, vent debout contre les travailleurs haïtiens

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

« NOUS N'EN POUVONS PLUS »

MANIFESTATIONS DE COLÈRE À TRAVERS LE PAYS.

Du lundi 22 au mercredi 24 août 2022, des milliers de personnes des classes populaires ont manifesté dans plusieurs grandes villes du pays pour dénoncer la détérioration de leurs conditions de vie et exiger que des mesures soient prises en urgence pour remédier à leur situation. Au nombre de leurs revendications, la cherté de la vie, la rareté des produits pétroliers, l'insécurité et la démission d'Ariel Henry de son poste de Premier ministre.

« Nous n'en pouvons plus ». La classe ouvrière et les masses exploitées sont prises à la gorge par la terreur des gangs armés qui transforme leur quotidien en un calvaire. Surfant sur la barbarie de ces groupes criminels, les grands commerçants, les banquiers, les patrons accentuent leur pression sur la population par la cherté de la vie, les bas salaires. Pour contrer cette offensive criminelle des classes riches, la population est descendue dans les rues manifester sa colère.

Au Cap-Haïtien, dans la deuxième ville du pays, c'est à l'appel du leader de « Pitit Dessalines » que plusieurs milliers de personnes ont arpenté les rues du centre-ville. Munis de pancartes, de branches d'arbres, les manifestants ont dénoncé l'insécurité, la vie chère, la rareté du carburant, tout en demandant la démission d'Ariel Henry. Haranguant la foule, Moïse Jean-Charles a appelé à fermer les banques

si le dollar ne descendait pas en dessous de 100 gourdes dans les 72 heures.

Très affectée par les activités des gangs armés au niveau de Martissant qui les isolent du reste du pays, la population de plusieurs régions du sud s'était mobilisée.

La ville des Cayes était bloquée depuis le dimanche soir. Les barrages dressés sur les routes ont entravé toute circulation automobile. Malgré la répression, au moins 3 morts et plusieurs blessés, les manifestants ont tenu pendant 3 jours.

Dans la ville de Miragoâne, de Petit-Goâve, de Jacmel, beaucoup se sont fortement mobilisés en gagnant les rues. Partout, c'est le même refrain : « nous n'en pouvons plus ». À Petit-Goâve, jusque dans la journée du samedi, la foule des manifestants, constituée en majorité de mères de famille, dénonçait la cherté de la vie et l'insécurité. « Les riches veulent nous exterminer, lançait une



Manifestation au Cap-Haïtien...

manifestante. »

À part un fléchissement du coût du dollar qui est passé de 160 à 110 gourdes sur le marché informel, le gouvernement n'a pipé mot, preuve que l'intensité et l'ampleur de cette mobilisation doivent augmenter pour faire reculer cette bande de vautours qui prennent la population comme appât.■

LA POLICE NATIONALE D'HAÏTI : LE GANG ARMÉ OFFICIEL DES CLASSES RICHES

Exténuée par les exactions des bandes armées, à bout de souffle à cause de la cherté de la vie, ignorée et méprisée par un gouvernement de scélérats, la population est sortie manifester sa frustration et sa colère à Port-au-Prince et dans plusieurs chefs-lieux de départements dans le pays. Mais fidèle à sa réputation de bourreau des classes populaires, la Police est intervenue dans ces manifestations et a occasionné des morts, des blessés, des arrestations.

À Port-au-Prince comme dans les villes de province, les policiers étaient présents et narguaient les manifestants pendant toute la mobilisation, qui a duré plus d'une journée dans certains endroits comme aux Cayes ou à Miragoâne. Le samedi 27 août, des milliers de personnes manifestaient encore dans la ville de Petit-Goâve contre l'insécurité, la cherté de la vie et contre le gouvernement.

Tirs de sommation, balles à hauteur d'homme et gaz lacrymogènes, la police avait bien reçu l'ordre de s'en prendre violemment aux manifestants. Un bilan partiel dès le deuxième jour de la mobilisation faisait état de trois morts, d'une dizaine de blessés par balles et d'arrestations.

La police prête toujours ses services

aux riches, aux politiciens. Une bonne partie de ses unités est utilisée pour la protection personnelle des VIP, des parlementaires, des bourgeois et des politiques. Elle est toujours aux côtés de tous ces gens qui affament la population et la tiennent dans l'horreur de la misère extrême.

Absente dans les quartiers populaires pour soutenir les travailleurs contre les bandits, contre les malfrats qui les prennent à la gorge, la police répond toujours présent, dès la suspicion d'un mouvement de colère des travailleurs et des masses exploitées contre les exactions des classes dominantes.

Dans leurs luttes pour revendiquer de meilleures conditions de vie, les masses populaires se retrouveront toujours face aux bras armés des classes dominantes, qu'ils soient légaux comme la police, l'armée ou

illégaux comme les gangs criminels qui sévissent actuellement dans les quartiers populaires. C'est une bande d'assassins, en uniforme ou pas, qui sont tous dressés pour broyer les os des masses populaires en vue de maintenir la domination de la bourgeoisie sur toute la société.

Des conflits meurtriers sporadiques peuvent éclater entre eux. La population n'a pas à y prendre parti. L'élimination d'un chef de gang par la police, par exemple, ne fait pas de cette dernière une alliée des classes populaires, pour autant. Les travailleurs et les masses exploitées doivent toujours s'organiser pour se protéger. Elles doivent mentalement et physiquement être prêtes pour sortir victorieuses des conflits qui les opposeront à ces gangs armés, car de ces victoires dépendra l'amélioration de leurs conditions de vie.■

LABOULE 12: CONFLIT POUR TITRE DE PROPRIÉTÉ ENTRE DEUX GANGS

Quand ce n'est pas le kidnapping et les autres actes de bandits armés, c'est le prétexte de conflit terrien que les gangsters utilisent pour terroriser la population des quartiers de Piron, de Fessard, de Boutilliers, de Tara's et des quartiers avoisinants.

Depuis le début du mois d'août, les habitants de Laboule 12 vivent dans l'angoisse. Aucun jour ne passe sans que les riverains ne subissent les effets des échanges de tirs nourris dans l'affrontement entre les gangs de « Ti makak » et ceux de Toto. L'ancien tenancier de borlette est devenu voleur de terres. Dans ce conflit, ce sont les habitants des quartiers de proximité qui sont les victimes.

Dans les quartiers de Laboule 12,

avec cette guerre entre les gangs, le kidnapping et les actes criminels des bandits, tous ceux et celles qui vivent de la débrouillardise et particulièrement les petites marchandes et les travailleurs prennent la rue au péril de leur vie pour vaquer à leurs occupations. Le samedi 6 août 2022, Yvon Buissereth, directeur général de l'Entreprise publique de promotion des logements sociaux (EPPLS) et ancien sénateur, ainsi que son chauffeur, ont été attaqués et brûlés vif à Laboule 12.

Pour éviter Martissant, tous ceux qui veulent atteindre le grand Sud sont obligés d'emprunter la route de Laboule depuis une année maintenant. Ces groupes de gangsters sont nuisibles car ils ont déjà perpétré beaucoup de crimes au sein de la population dont le quotidien est constamment perturbé. Comme les exploités, ils sont les ennemis des classes pauvres et les produits de la société de classe que les travailleurs organisés doivent combattre jusqu'à sa disparition.■

LE DÉCHOUQUAGE DES BANDES ARMÉES SERA L'ŒUVRE DES CLASSES POPULAIRES

Ce samedi 20 août, dans la commune de Croix-des-Bouquets, des bandits, qui seraient des alliés du gang 400 Mawozo, ont tué au moins huit personnes, dont trois membres d'une même famille calcinés avec leur véhicule après la fusillade. Ce carnage s'est produit alors que la presse et une partie de la population chantaient les louanges de la police qui venait soi-disant de démanteler ce puissant gang 400 Mawozo, dont le chef et certains membres sont en cavale depuis quelques jours. Le message sonne fort : les classes populaires ne peuvent compter que sur elles-mêmes pour mettre hors d'état de nuire les gangs qui infestent le pays et sèment le deuil au sein de la population.

En l'espace d'un cillement, les images ont parcouru les réseaux sociaux. Une mère et ses deux filles exécutées et brûlées à bord de leur voiture, deux motards et un passant parmi les huit victimes. Des bandits ont ouvert le feu à bout portant sur le véhicule et les passants. C'est un acte crapuleux qui a soulevé la consternation et l'indignation de la population ! Le drame a eu lieu dans une localité dénommée « Cité Doudoune », située dans la commune de la Croix-des-Bouquets où sévit le gang des 400 Mawozo, semant la terreur jour et nuit dans la zone.

Cette barbarie à la Cité Doudoune, bastion des criminels de 400 Mawozo, vient faire tomber les illusions entretenues par la presse et les politiciens sur les opérations policières et le vrai rôle de la Police nationale d'Haïti (PNH). C'est un démenti aux informations laissant croire que le gang est démantelé, les activités ont repris, la zone est presque libérée, etc.

Cela fait, en effet, quelques semaines que des forces spécialisées de la police ont concentré leurs actions et leurs efforts en vue du démantèlement de ce gang qui a déjà assassiné plusieurs policiers et kidnappé des citoyens américains.

Les nombreuses victimes enregistrées dans le camp de l'institution policière galvanisent la détermination des policiers qui s'adonnent à des opérations visant à venger la perte de leurs frères d'armes. La Police nationale d'Haïti ne cache pas sa satisfaction face au succès enregistré par ses unités spécialisées engagées par la force des choses dans la lutte contre le gang 400 Mawozo notamment.

Les résultats obtenus sont attribués, par plus d'un, à l'appui d'un char blindé appelé "Ti Magali" dont on vante les mérites. La population offre ainsi un accueil favorable à l'annonce de l'arrivée prochaine d'autres unités blindées au service de la police.

Mais le renforcement de la police en

armes et véhicules blindés pour faire face au banditisme a pour corollaire le décuplement de la force répressive qui sera utilisée lors des prochains mouvements de protestation des masses populaires. La police sera mieux armée pour protéger et servir les intérêts de la classe dominante au détriment de la population.

Par ailleurs, au fur et à mesure que des têtes de bandits tombent, d'autres repoussent comme celles d'une hydre. Car la misère, le chômage demeurent les facteurs favorables à l'émergence et à l'entretien des gangs.

Les "400 Mawozo" semblent éparpillés, mais cohabitent avec les populations tenues en otage. Ils conservent leur capacité de nuisance tant que le peuple souverain ne se décidera de passer à l'action pour se débarrasser de la tyrannie de ces bandits. Aucune institution, aucun groupe armé ne saurait remplacer les masses dans le déchouquage des bandes armées. Notre histoire, en passant par les tontons macoutes, les verts olives, les brassards rouges, les chimères, peut en témoigner. ■

VIE CHÈRE : QUAND LA FAIM HANTE LES FOYERS

Depuis plusieurs semaines, les prix en général et ceux des produits de consommation courante en particulier, ne cessent de grimper sur le marché, diminuant de façon drastique le pouvoir d'achat des classes pauvres livrées à elles-mêmes. Sur fond d'insécurité généralisée, les émeutes de la faim sont à l'ordre du jour dans les discussions entre riverains des quartiers pauvres et sur les réseaux sociaux.

Les cris fusent de partout pour protester contre la vie chère. En effet, les prix du riz, du maïs, de l'huile, du hareng, des spaghettis, du lait, etc. s'envolent de façon exponentielle. Une travailleuse de la zone industrielle s'exclame : « avec 1000 gourdes en main, je n'arrive pas à acheter pour un seul repas à donner à mes 3 enfants, alors que le salaire minimum en vigueur est de 685 gourdes. » Une autre ouvrière du Parc Sonapi constate qu'avec le même montant, elle achète deux fois moins de produits alimentaires dans la boutique du quartier. Pendant la pause-repas de la mi-journée, ce sont tous les travailleurs qui expriment leur choc de constater, malgré la

hausse des prix des plats, la diminution drastique de la quantité de nourriture servie. Le sachet d'eau potable, essentiel pour ceux qui passent leurs journées sous le soleil dans l'espoir de gagner leur vie passe de 5 à 10 gourdes.

La gourde chute à une vitesse vertigineuse et entraîne dans sa course une inflation galopante et le renchérissement incessant du coût de la vie. Les prix des transports, des loyers, des médicaments, de la scolarité, des fournitures scolaires, etc. tout flambe et ce, de semaine en semaine. La moitié du salaire de la journée passe dans les frais de transports pour ceux qui n'habitent pas près de

leur lieu de travail. La plupart des travailleurs, bien qu'épuisés après une longue journée, effectuent de longs trajets à pieds. Les prix du transport ont presque doublé avec la crise du carburant.

De sombres prédictions pointent à l'horizon, comme celles des économistes au service des classes possédantes. Kesner Pharel prévoit que l'extrême pauvreté et la misère s'abatront sur le pays dans les jours à venir. Un chauffeur de taxi, au micro d'un journaliste, voit plus loin et plus clair que ce laquais des riches, disant : « Je sens que l'heure du soulèvement n'est pas loin ; le peuple, opprimé depuis trop longtemps, en a assez et se révoltera tôt ou

CAP-HAÏTIEN : LEURS RÉALITÉS ET LES NÔTRES !

Étonnement ! Tout le monde se demande si ce qu'il a vu sur les réseaux sociaux est vraiment le Cap-Haïtien. Oui, c'est bien le Cap. Dîner en blanc, spectacles de rue, nettoyages, fresques, présentation de zones touristiques, pour ne citer que ces événements divulgués sur Internet.

Toutes les images, vidéos et les manifestations diffusées, montrant de jolies images de la ville du Cap-Haïtien, sont prises dans des endroits bien précis. Le bord de mer, à partir de la rue 24 Boulevard, allant vers Carénage où se regroupent un ensemble d'hôtels, de restaurants avec vue sur la mer et le dîner en blanc, sont des images prises à Cormier, situé au nord de la ville, dans les hauteurs sur la route partant de la rue 90 Carénage jusqu'à Labadie.

Le danger plane sur la ville, la catastrophe est imminente. Ce qui est annoncé en cas de catastrophe naturelle est à craindre. Une ville étranglée, délabrée, sale.

La ville, considérée dans le temps comme un joyau historique, devient de plus en plus inhospitalière. À chaque coin de rue, sont déversés des tas d'immondices. Les habitants vivent dans l'angoisse. Il suffit d'une petite goutte de pluie pour que toute la ville soit inondée. Des zones comme Carénage, la rue 5 boulevard, rue A. la Fossette, et beaucoup d'autres zones en dehors de la ville comme, par exemple, Blue-Hills, Petite-Anse, Shadda, Cité du peuple, Cité Chauvel, Vertières... sont toujours en alerte d'inondation.

Au centre-ville, la circulation est presque impossible, les trottoirs sont bondés de petites marchandes. Le marché de rue 9,

rencontre celui de rue 3 et arrive pour l'instant jusqu'à Cité Lescot et ça continue... Pas d'eau dans les robinets, pas d'électricité ; depuis la période carnavalesque, le centre-ville est dans le noir total. Pour la nuit du 14 au 15 août, fête de la ville, les responsables ont fait une manœuvre pour éclairer la zone où il y a eu quelques activités et après, plus rien.

Dans cette ville à l'agonie et en danger, il existe donc des nantis qui pour se faire encore plus d'argent, présentent une ville belle et accueillante à de futurs clients. Tout cela dans un contexte de misère généralisée. C'est scandaleux, mais les profiteurs ne seront pas toujours les gagnants. ■

DANS LES ENTREPRISES

LA SOUS-TRAITANCE : UN SECTEUR EN VOIE DE DISPARITION ?

Les uns après les autres, les patrons de la sous-traitance fuient leurs usines, abandonnant les travailleurs à leur sort. De 60.000 emplois directs environ générés par ce secteur d'activité dans le pays dans les années 1990, ce nombre est réduit à peau de chagrin, passant aujourd'hui à moins de 30.000. Avec l'accélération des fermetures d'usines, c'est toute cette branche d'activité qui risque de disparaître à court terme à l'image de Michico à Cité-Soleil qui regroupait 8 usines et Parc Mews où pas moins de 12 usines fonctionnaient avant le coup d'État militaire.

Au parc Sonapi qui regroupait à lui seul entre 12 et 14000 ouvriers dans près de 60 bâtiments, il y avait en tout et pour tout seulement deux usines qui fonctionnaient le samedi 20 août dernier, jour de paye où affluent généralement une foultitude de personnes, des petits marchands, des marchands de nourriture cuite, des usuriers, des parents, des camions de transport en commun, venus grappiller quelque chose du maigre salaire des ouvriers, il n'y avait presque pas d'activités. Les larges rues du parc Sonapi, où jadis se bousculaient des centaines d'ouvriers pour se frayer un passage, étaient clairsemées.

Sur le visage des travailleurs qui sortaient, il n'y avait pas seulement l'expression de la fatigue de la journée de

travail mais aussi l'angoisse, la peur de basculer dans l'horreur du chômage avec ses conséquences.

Pour l'instant, les travailleurs ne savent pas jusqu'où iront les patrons dans le démantèlement de l'ensemble des usines. Maîtres des horloges, ce sont eux qui décident. Mais les jours qui arrivent ne s'annoncent pas sous de meilleurs auspices.

Au mois de novembre de l'année dernière, les patrons de l'usine Valdor à Tabarre ont pris la poudre d'escampette, laissant sur le carreau pour 1500 à 2000 ouvriers sans un sou. Les démarches des travailleurs auprès de l'État pour se faire dédommager sont restées vaines.

Le même scénario s'est produit dans plusieurs usines au parc Sonapi. Les patrons

des usines Horizon et numéro 40 chez Richard ont fui. Les groupes Wilbes, Hansaee, Lorsa MGA et MBI ont renvoyé près de 75% de leur effectif. Ceux qui restent travaillent seulement 4 jours, voire 3, sur les 6 jours que compte la semaine. L'usine 29/30 avait déjà fermé ses portes.

Sur la zone franche dans le Nord-Est, officiellement, les patrons avaient annoncé le renvoi de 4000 ouvriers mais ce nombre peut être en dessous de la réalité.

Fleurion des luttes de la classe ouvrière depuis une trentaine d'années, la disparition du secteur de la sous-traitance portera un coup fatal au moral des travailleurs, sauf si leur organisation en tant que classe et leur solidarité forme une force pour affronter l'horreur qui s'annonce.■

DANS L'INTERNATIONAL

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : L'EXTRÊME DROITE, VENT DEBOUT DE CONTRE LES TRAVAILLEURS HAÏTIENS

À l'appel du maire de la ville de Santiago, Abel Martínez et de l'institut Duarte, quelques milliers d'ultra nationalistes dominicains ont gagné les rues le samedi 6 août dernier pour faire « pression sur la communauté internationale concernant le rôle qu'elle doit jouer dans la résolution de la crise », disent-ils. Mais cette marche est plutôt un cri de ralliement des extrémistes de droite dominicaine contre la classe ouvrière et les masses exploitées haïtiennes en situation difficile.

Pancartes en main, ces manifestants dénonçaient la présence d'un trop grand nombre d'Haïtiens sur leur territoire. Ils appellent leur gouvernement à intensifier la construction du barrage électrique qui a déjà démarré à la frontière haïtiano-dominicaine, afin d'empêcher l'exode massif de travailleurs haïtiens vers leur pays.

L'immigration des travailleurs haïtiens en République dominicaine s'est accentuée depuis le déferlement de la terreur des gangs armés dans le pays. Mais contrairement aux bourgeois haïtiens et à leurs valets politiques pour qui le tapis rouge est déroulé, les autorités et l'extrême droite dominicaine présentent ces ouvriers en quête de survie comme des parias, des criminels notoires qui mettent en péril la souveraineté de leur nation.

Certes, les classes riches et le gouvernement dominicains font comme leurs semblables aux États-Unis, dans les Caraïbes et dans beaucoup de pays d'Amérique Latine. Car si les discours officiels des chancelleries font mention d'une certaine empathie des autorités de ces pays, dits amis, à l'égard d'Haïti qui traverse une situation difficile de son histoire, ces dernières ne mettent pas de gants pour traquer les migrants haïtiens qui arrivent dans des conditions épouvantables et périlleuses.

En République dominicaine, tout est fait pour les pointer du doigt, pour les désigner comme les boucs émissaires à abattre. Ils sont sales, laids. Portant des haillons, ils occupent les trottoirs, ils mendient. Ils sont les premiers suspects en cas de vols, de viols et de meurtres. Arrachés dans les rues et entassés dans des camions comme des bêtes sauvages, plusieurs milliers de ces travailleurs sont expulsés chaque semaine par les autorités. Le peu qu'ils avaient est ensuite pillé.

C'est le cas aussi pour des milliers d'autres Haïtiens de condition modeste qui vivent dans le pays depuis de nombreuses décennies. Les autorités dominicaines n'ont jamais régularisé leur statut. Ainsi précarisés, ils vivent en permanence avec la peur de se voir prendre et se faire expulser sans sommation aucune.

Pourtant, les travailleurs haïtiens participent à la création de la richesse en République dominicaine. Pas seulement aujourd'hui. Depuis des dizaines d'années ils sont partout dans la production ; dans les plantations de canne à sucre, dans le bâtiment, dans les supermarchés, etc. Mais comme leurs camarades ouvriers dominicains, ils ne reçoivent qu'une pitance comme salaire. L'essentiel de ces richesses grossit les profits des capitalistes dominicains et haïtiens réunis.

Ces partis, en s'en prenant aux Haïtiens,



Xénophobie anti-haïtienne en république dominicaine

préparent aussi les attaques contre les travailleurs de Saint Domingue. S'attaquer aux travailleurs étrangers, c'est s'attaquer à une partie de la classe ouvrière. Et les travailleurs de Saint Domingue qui les soutiendraient préparent eux-mêmes les armes qui se retourneront contre eux demain.

Si des centaines de milliers de travailleurs haïtiens continuent de vivre en République dominicaine, c'est sans doute avec le soutien et la solidarité de la majorité des travailleurs dominicains. La bourgeoisie tente à chaque fois de les diviser pour mieux les exploiter. Espérons que cette solidarité entre frères de classe continuera car c'est unis qu'ils combattront et vaincront leurs exploiters.■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.